De la politique contestataire.

Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, 2007.

Par Christian Ruby



Dans la mesure où l'action collective est factrice d'histoire, il est presque banal de relever qu'elle peut faire l'objet de recherches de plusieurs ordres : historique, politique, sociologique, psychologique,… On comprend d'autant mieux ce souci que tout le monde, finalement, est intéressé à sa compréhension, comme acteur autant que comme citoyen ou chercheur. Du coup, les lecteurs de ce compte-rendu saisiront vite l'importance d'un tel ouvrage qui nous propose une vaste cartographie des savoirs concernant l'action collective. Une cartographie à deux dimensions : historique et structurelle, puisqu'elle traverse l'histoire intellectuelle (de Gustave Le Bon et Gabriel Tarde jusqu'à nos jours) et qu'elle détaille avec pertinence les concepts centraux de la recherche contemporaine en cette matière. Autant dire qu'elle éclaire de ce fait les formes d'incorporation des acteurs, les enjeux de la protestation collective pour la transformation et la démocratisation des institutions publiques, des lois et des élites, qui sont aujourd'hui au cœur du problème du processus politique.

Mais qu'est-ce qu'une « action collective » ? L'auteur commence par fouiller ce concept. Et il nous apprend ceci :

- Que l'action collective est une action concertée, distincte des agrégations contingentes.

- Que l'action collective doit être cernée aussi bien en termes d'espace (où) qu'en termes de temps (quand), mais que cette saisie est délicate et diverse s'il s'agit d'une émeute, d'une révolte ou d'une insurrection.

- Que l'action collective est ordonnée en formes organisationnelles.

- Qu'en matière d'action collective, le rôle du droit est crucial.

- Que les visées de l'action sont multiples, qu'elles soient claires, stratégiques ou plus complexes parce que représentant des modes de vie.

- Que l'aspect collectif peut être grégaire ou se distribuer en réseau ou en coordination.

De même, l'auteur s'attache à nous expliquer ce qu'on peut entendre par « mouvement social » en reconstruisant la genèse de ce concept de « mouvement social ». D'autant que, depuis 1960-1970, nous avons vu naître le concept polémique de « nouveau mouvement social ». Les conflits suscités par ces mouvements sont-ils rabattables sur des rapports de force entre des détenteurs de ressources et de pouvoir et leurs opposants ? Séparent-ils le politique et la société civile ? Quelles relations convient-il de leur prêter avec les syndicats et les partis ? De plus, constate l'auteur, les mouvements sociaux s'avèrent tendus entre plusieurs logiques de rationalité et de légitimité. Ils peuvent se radicaliser en vecteurs de militantisme qui refusent toute « récupération » par l'État ou le marché, ou vouloir se reconvertir en entreprises privées ou en agences publiques de production et de distribution de biens et de services.

Toujours est-il que la saisie de ces mouvements sociaux ne peut s'accomplir au travers d'une seule discipline. Il est même caractéristique de l'extension des mouvements sociaux, qu'ils ont obligé les chercheurs de disciplines différentes à unir leurs efforts pour donner naissance à des théories plus fructueuses.

De fait, c'est la ressource centrale du projet qui a présidé à la réalisation de cet ouvrage. Aussi nous propose-t-il quatre objectifs : celui d'exposer les sociologies du comportement collectif, celui de dresser un panorama de l'action collective et des mouvements sociaux, celui de relire la littérature scientifique portant sur les nouveaux mouvements sociaux, et enfin celui de réexplorer les ouvrages du sociologue Erwin Goffman, afin de redonner vie à une microsociologie de

l'engagement public et de l'action collective.

Pour ne pas entrer dans les détails d'une argumentation fort longue et documentée, signalons uniquement quelques passages centraux. L'un, par exemple, porte sur l'analyse de la notion de « foule » ou de « masse ». L'auteur retrace la genèse de ces concepts, en précisant comment ils ont servi les desseins de la psychologie collective. N'oublions pas que Gustave Le Bon, il est vrai, fut le principal propagateur des thèmes de la mentalité primitive des foules, de leur indéfectible passion pour leurs « idoles », de leur incapacité de raisonner et de juger, de leur « inconscient hypnotique », tous signes pour lui d'une décadence fort avancée de la civilisation européenne. D'ailleurs, le socialisme n'est-il pas le produit de « l'ère des foules », pour cette sociologie du 19e siècle ? Traversant ainsi les métaphores animales appliquées à la foule, l'auteur montre comment les chercheurs sont passés de la notion de « foule » à celle de « masse ». Mais ce n'est pas sans que de nouvelles images se constituent. La masse est un corps « mou », « opaque », qui ne fait pas « société ou communauté ». Comme on le sait d'ailleurs, pour beaucoup, la masse a sa part de responsabilité dans la Shoah et le Goulag ! Cette imagerie de la masse est durable. Elle est encore le prisme au travers duquel beaucoup contemplent leurs contemporains.

Un autre passage concerne les leçons à tirer de ces grilles de lecture. L'auteur se demande ce qui peut être retenu de tout cela. Il indique quels types de paradigmes se sont succédés dans l'analyse des mouvements sociaux. Au passage d'ailleurs, il remarque que si les concepts ont changé, certains domaines d'analyse ont disparu avec l'épuisement des anciens paradigmes. En particulier, l'analyse des rumeurs, catastrophes, paniques et émeutes, qui, à certaines époques, étaient centrales. Peut-être conviendrait-il de revenir sur ces objets, tout en les pensant autrement ? Et l'auteur d'insister sur la richesse des travaux de l'École de Chicago (il plaide fortement pour une réhabilitation raisonnée de l'héritage de la théorie du comportement collectif de Chicago) portant sur la question des émeutes. Il est évidemment un point central, placé au cœur de la réflexion sur les mouvements sociaux, qui ne saurait être abandonné, et dont nous devons la théorisation à l'École de Chicago : la scène publique est analogue à un dispositif théâtral, où l'identification à des personnages publics permet d'endosser symboliquement un rôle dans le drame social et de se situer par rapport à d'autres acteurs dans une intrigue ou un scénario.

Une autre partie du travail porte sur les mouvements sociaux. Elle consiste à rappeler que la première difficulté, concernant leur analyse, est de refuser de croire que le mouvement social est un type de comportement collectif « à grande échelle » et qui pourrait être décomposé en ses formes élémentaires. Ces mouvements invitent plutôt à une enquête ethnographique, inquiète par

exemple des modes de coordination dans les foules, redécouvrant les émotions et passions collectives, débarrassées de toute évaluation normative.

Il faut reconnaître que le passage des individus à l'action collective dans certains cas, est liée à la manière dont des groupes collectifs auxquels ils vont adhérer sont attachés à un territoire, ou à un patrimoine, perçus ou menacés, ou dont les collectifs sont liés par des relations à haute densité affective (groupes communautaires par exemple). Il est par ailleurs possible de conduire encore des réflexions sur les porte-parole dans les mouvements sociaux.

Il est, en revanche, tout à fait impossible d'exposer cette recherche dans toute son ampleur. Insistons simplement sur un dernier point, concernant ce qu'on appelle désormais les « nouveaux mouvements sociaux ». L'auteur indique fort bien que le paysage dans lequel le paradigme des nouveaux mouvements sociaux s'est mis en place est le suivant : il s'est développé dans deux registres, en faisant aller de pair des analyses macrosociologiques portant sur la société postindustrielle et des analyses microsociologiques sur les inventions de nouveaux schémas culturels, styles de vie et référents d'identité par des individus et des collectifs. L'idée clef, rappelle-t-il, est que nous serions sortis d'un système d'historicité et de conflictualité centré autour de l'économie productive et de la classe ouvrière, les luttes des organisations syndicales pour l'augmentation des salaires et la redistribution des richesses par l'État social. Les nouveaux mouvements sociaux tendraient ainsi à se substituer aux partis et syndicats, ou du moins développeraient une action collective qui passe par des canaux non officiels. Ceci fixé, l'auteur examine point par point chacun de ces arguments, l'enjeu étant de savoir si la teneur des structures et des rapports de classe a été bouleversée par le néocapitalisme. Si les nouveaux mouvements sociaux définissent le nouveau sujet collectif de l'histoire, il convient de suivre de près ces métamorphoses de l'engagement, et de saisir l'émergence d'une militance plus irrégulière, fluide, volatile d'individus qui s'engagent et se désengagent au gré des circonstances, sans s'identifier à un appareil institutionnel. Il convient de suivre non moins les modes de politisation de la vie quotidienne à l'heure où s'exaspère, parfois, le rejet du politique. Moyennant quoi, l'auteur ne cache pas qu'il est difficile de déterminer des critères de définition des nouveaux mouvements sociaux, puisque le contenu de cette catégorie change fortement avec les auteurs de référence. D'ailleurs des controverses se sont ouvertes à propos de l'usage de l'adjectif « nouveau ». Mais d'autres aussi portent sur la focalisation de ces mouvements sur le quotidien, et sur le local, sur les revendications particulières et concrètes de ces mouvements. Ils peuvent être en effet étroitement territorialisés, circonscrits dans l'espace et le temps, mais aussi constituer des réseaux planétaires, que ce soit sur les droits de la personne ou sur la sauvegarde de la nature.

Reste à conclure. L'auteur ne souhaite en aucun cas célébrer la naissance des nouveaux mouvements sociaux pour faire croire qu'un nouveau sujet de l'histoire nous est né. En revanche, il tente, pour conclure son panorama, d'élargir la notion de politique contestataire. En réactivant l'héritage des sociologies du comportement collectif, il fait apparaître que l'idée d'une irrationalité foncière des mouvements de foule est tout aussi inopérante que l'idée d'une rationalité absolue des actions collectives. Ce qui demeure clair pourtant, c'est que la mesure dont on s'est presque toujours servi pour parler des mouvements sociaux ? les modèles de mobilisation collective durant la Révolution française ou la Révolution russe ? n'est plus pertinente. Il importe désormais d'analyser de manière toujours spécifique la constitution des arènes politiques.

Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, Mauss/La Découverte, Coll. Recherches, 2007, 736 pages, 39 eur.